

- 53 • Sociétés anonymes, bilan, publication de bilan inexact, action civile, recevabilité, acquéreur de titres sur la base du bilan inexact, Cass. crim., 5 nov. 1991, note Bernard BOULOC ..... 91

#### VI. — DROIT FISCAL DES AFFAIRES

- 55 • Sociétés étrangère opérant en France, société de droit panaméen, convention d'établissement entre la France et Panama, clause d'égalité de traitement, application de dispositions spécifiques aux sociétés étrangères, Cons. d'Et. 7 et 8 s.s., 16 déc. 1991, conclusion Olivier FOUQUET ..... 94

#### VII. — REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

- 57 • Sociétés anonymes, liquidation judiciaire, art. 180 L. 1985, mesure d'instruction *in futurum*, expertise, art. 145 N. c. pr. civ., cumul (oui) Cass. com., 16 avr. 1991, note Yves CHAPUT ..... 105
- 59 • Redressement, liquidation judiciaires, revendication mobilière, crédit-bail de matériel, contrat non continué par l'administrateur, délai de trois mois, application, Cass. com., 15 oct. 1991, note Laurent LEVENEUR et Yann PACLOT ..... 105
- 61 • Règlement judiciaire, liquidation judiciaire, sociétés, dirigeants sociaux, obligation au paiement du passif social, condamnation au paiement de la totalité du passif social, prononcé de la liquidation des biens à titre personnel sur le fondement de l'article 101, impossibilité, Cass. com., 25 juin 1991, note Adrienne HONORAT .. 114
- Règlement, liquidation judiciaire, sociétés, sociétés en nom collectif, liquidation judiciaire, associé responsable indéfiniment et solidairement, cession de parts, absence de publicité au registre du commerce et des sociétés, liquidation judiciaire (oui), Paris, 3<sup>e</sup> Ch., 12 juill. 1991. note Adrienne HONORAT ..... 116

#### III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- 87 • Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON ..... 121
- **Groupement d'intérêt économique**, objet, concurrence, entente prohibée, partage de marché (Cons. conc., décision n° 91 D 59, 3 déc. 1991) ..... 121
- **Sociétés anonymes**, administrateur, contrat de travail, cumul, ancienneté requise, entreprise individuelle transformée en société anonyme (Soc. 16 oct. 1991) ..... 121

<b>Sociétés anonymes</b> , président du conseil d'administration, cessation de fonctions démission, rétractation, Paris 3 <sup>e</sup> Ch. B, 4 oct. 1991 .....	122
<b>Sociétés anonymes</b> , président du conseil d'administration, cessation des fonctions, révocation, clause contraire, nullité (Versailles, 12 Ch., 11 juill. 1991) .....	122
<b>Sociétés anonymes</b> , apports en numéraire, libération, exécution forcée, prescription (Paris, 3 <sup>e</sup> Ch, 19 sept. 1991) .....	123
<b>Sociétés anonymes</b> , expertise de gestion, domaine, résolutions votées par l'assemblée générale, actes de gestion (non) Paris, 8 nov. 1991 .....	123
<b>Sociétés à responsabilité limitée</b> , gérant, cessation des fonctions, révocation, justes motifs. Paris, 25 <sup>e</sup> Ch B, 8 nov. 1991 .....	123
<b>Sociétés en général</b> , associé, parts, cession, caractère civil clause compromissaire, nullité, Dijon, 1 <sup>re</sup> sept. 27 nov. 1990 .....	124
<b>Sociétés en général</b> , dirigeants, responsabilité fiscale, procédure, communication au ministère public, engagement de l'action (solutions diverses) .....	124
<b>Sociétés en général</b> , constitution, engagements, reprise, effets, impossibilité d'agir contre les fondateurs (Cass. com., 22 mai 1991) .....	125
<b>Sociétés en général</b> , dirigeant, cautionnement de la société, caractère civil ou commercial, solutions diverses .....	125
<b>Sociétés en général</b> , groupe, filiale, personnalité morale, contrat de travail, qualité d'employeur reconnue à la société mère. Paris 21 <sup>e</sup> Ch, 12 nov. 1991 .....	125

#### IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991, de finances pour 1992 .....	127
— Loi n° 91-1323 du 30 décembre 1991, de finances rectificative pour 1991 .....	150
— Loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991, relative à la formation professionnelle et à l'emploi .....	159
— Loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991, portant diverses dispositions d'ordre social .....	160
— Loi n° 91-1391 du 31 décembre 1991, autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées .....	161

## VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages .....	197
Bibliographie thématique : « Pensions de retraite des dirigeants sociaux » .....	199
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence .....	201
Sélections d'ouvrages et de monographies .....	217
Thèses de doctorat .....	218

## VII. — INFORMATIONS

I. Hausse du pourcentage des entreprises exploitées par des personnes morales .....	219
II. Un nouveau centre d'arbitrage : la cour d'arbitrage et de conciliation .....	219
III. Conférences .....	220

prévoyant la délivrance d'agrément autorisant le maintien des déficits et amortissements réputés différés ainsi que le transfert des déficits constatés par les entreprises déficitaires .....	173
— Arrêté du 15 novembre 1991 modifiant l'arrêté du 29 décembre 1989 portant fixation de certaines modalités d'application du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger .....	173
— Arrêté du 26 novembre 1991 portant homologation de modifications du chapitre III du titre VII du règlement général des bourses de valeurs .....	174
— Arrêté du 28 novembre 1991 portant homologation du règlement général du conseil du marché à terme .....	175
— Arrêté du 23 décembre 1991 portant homologation des dispositions du règlement 91-02 de la Commission des opérations de bourse relatif à l'information à diffuser lors de l'admission à la cote officielle de valeurs mobilières et lors de l'émission de valeurs mobilières dont l'admission à la cote officielle est demandée .....	177

## V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT, RÉPONSES AU NOM DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

<b>Comptes sociaux</b> : publicité des rémunérations des dirigeants sociaux et publicité des comptes sociaux : comparaison du droit français et de la directive communautaire 90-604 CEE du 8 décembre 1990. Conséquences .....	189
<b>Participation des salariés aux résultats de l'entreprise</b> : inapplicabilité de l'ordonnance du 21 octobre 1986 dans une entreprise ne comptant qu'un seul salarié .....	190
<b>Droit communautaire</b> : mise en œuvre des directives relatives au droit des sociétés .....	191
<b>Droit fiscal</b> : notion de société à responsabilité de famille et option pour le régime fiscal des sociétés de personnes .....	193
<b>Redressement judiciaire</b> : inapplicabilité du régime déclaratif de radiation du registre de commerce en cas de redressement judiciaire de l'entreprise, radiation d'office à l'initiative du greffier .....	194

# revue

# des

# sociétés

BIBLIOTHÈQUE

Classe 2

Entrées 84

Table 0

- Personnalité morale, réalité, possibilité d'expression collective, comité d'hygiène et de sécurité, Cass. com., 17 avr. 1991, obs. .... 53

## II. — SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

- Sociétés à responsabilité limitée, gérant, responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle, Cass. com., 4 juin 1991, note Yves CHARTIER ..... 55

## III. — SOCIÉTÉS ANONYMES

- Président du conseil d'administration, pouvoirs, cautions, autorisation du conseil d'administration, défaut, inopposabilité, approbation implicite ultérieure inefficace, Cass. com., 15 oct. 1991, obs. .... 57
- Administrateur, cumul avec contrat de travail (non), suspension du contrat de travail, preuve contraire Cass. soc. 12 juin 1991, obs. .... 59
- Sociétés anonymes, ancien dirigeant social, octroi d'un complément de retraite, condition de validité, compétence du conseil d'administration, Cass. com., 22 janv. 1991, note Jean-Pierre LE-GROS ..... 61

## IV. — BOURSE

- Offre publique d'achat, dépôt obligatoire, franchissement du seuil du tiers, action de concert, conditions de réalisation, garantie des cours, conditions de réalisation, rapports avec l'offre publique obligatoire, contrôle majoritaire en droits de vote, Paris 1<sup>re</sup> Ch. Bourse des valeurs, 24 juin 1991, note Dominique CARREAU et Jean-Yves MARTIN ..... 70

## V. — DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

- Sociétés à responsabilité limitée, omission de réunion de l'assemblée générale, action civile, associé ayant acquis ses titres après le délit, dommages et intérêts, conditions Cass. crim., 4 nov ; 1991, note Bernard BOULOC ..... 87

# TABLE DES MATIÈRES

N° 1-1992

---

## I. — DOCTRINE

- Le cautionnement donné par le dirigeant d'une société par Bernard BOULOC ..... 1
- Les dernières réformes législatives italiennes par P. MARCHETTI, F. ANNUNZIATA, G. CARCANO, M. SPOLIDORO, Traduction Claude DUCOULOUX-FAVARD ..... 22

## II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

### I. — SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- Sociétés, action civile, partie civile, personne morale étrangère, droit d'ester en justice (oui), Cass. crim., 12 nov. 1990, note Gabriel ROUJOU de BOUBÉE ..... 39
- Sociétés, action en justice, défendeur sans domicile ni résidence connus, compétence, siège social, Cass. 2<sup>e</sup> Ch. civ., 29 juin 1992, note Yves CHARTIER ..... 42
- Abus de minorité, sanction, dommages et intérêts (oui) — autres modes de réparation (oui), Cass. com., 14 janv. 1992, note Philippe MERLE ..... 44
- Abus de minorité, blocage de la décision d'augmentation de capital, jugement valant adoption de la délibération (oui), Pau, 21 janv 1991, note Philippe MERLE ..... 46
- Associés, droits sociaux, cession, évaluation, expertise, erreur grossière, Cass. com., 9 avr. 1991, obs. .... 50
- Apport, apports en jouissance, nature juridique, fonds de commerce, location gérance, différences, Cass. com., 3 déc. 1991, obs. .... 52

- Décret n° 91-1146 du 7 novembre 1991 pris pour l'application de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 1990 relatif au régime des amortissements réputés différés en période déficitaire ..... 161
- Décret n° 91-1215 du 28 novembre 1991 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour exercer des activités dans les domaines de la culture ..... 162
- Décret n° 91-1233 du 4 décembre 1991 modifiant le décret n° 86-1176 du 5 novembre 1986 portant application aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ..... 162
- Décret n° 91-1265 du 16 novembre 1991 modifiant les dispositions de l'annexe II au code général des impôts relatives au régime du bénéfice consolidé ..... 163
- Décret n° 91-1313 du 27 décembre 1991 fixant les conditions d'application de l'article 24 de la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et notamment les modalités de déclarations des plus-values de cession de droits sociaux et de report de l'imposition des plus-values réalisées en cas d'échange de valeurs mobilières et de droits sociaux ..... 172
- Décret n° 91-1329 du 30 décembre 1991 modifiant le décret n° 85-1102 du 9 octobre 1985 pris en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 11 juillet 1985 relatif au régime fiscal des sociétés de capital risque et de leurs actionnaires ..... 172
- Décret n° 92-64 du 20 janvier 1992 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ..... 172
- Décret n° 92-65 du 20 janvier 1992 modifiant le décret n° 69-1274 du 31 décembre 1969 pris pour l'application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ..... 172
- Décret n° 92-66 du 20 janvier 1992 modifiant le décret n° 69-1057 du 20 novembre 1969 pris pour l'application à la profession d'avoué près les cours d'appel de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ..... 173
- Arrêté du 31 octobre 1991 fixant les règles d'emploi des sommes déposées sur les comptes pour le développement industriel ouverts dans les caisses de crédit mutuel ..... 173
- Arrêté du 7 novembre 1991 relatif aux conditions d'application des II et III de l'article 209 du code général des impôts